



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



Indicateurs de conjoncture
Mars 2021

Table des matières

I. INTRODUCTION.....	1
II. PRODUCTION.....	1
II.1. Indice de la production industrielle.....	1
II.2. Café.....	1
II.3. Thé.....	1
III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION.....	2
IV. COMMERCE EXTERIEUR.....	2
IV.1. Exportations.....	2
IV.2. Importations.....	3
V. TAUX DE CHANGE.....	3
VI. FINANCES PUBLIQUES.....	3
VI.1. Recettes.....	4
VI.2. Dépenses.....	4
VI.3. Dette publique.....	4
VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES.....	5
VII.1. Base monétaire.....	5
VII.2. Masse monétaire.....	5
VII.3. Contreparties de la masse monétaire.....	5
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE.....	6
VIII. 1. Emplois.....	6
VIII. 2. Ressources.....	6
IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE.....	6
IX. 1. Adéquation des fonds propres.....	6
IX. 2. Qualité du portefeuille crédits.....	7
IX.3. Concentration du portefeuille crédit.....	7
IX. 4. Rentabilité.....	7
IX. 5. Liquidité.....	7
ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS.....	9
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en MBIF).....	10
ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS.....	11

I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques, ci-après, portent sur l'évolution des secteurs de la production, des prix, du commerce extérieur et du taux de change, des finances publiques, de la masse monétaire et ses contreparties ainsi que de l'activité et des indicateurs de solidité du secteur bancaire, à fin mars 2021.

En glissement annuel, le secteur réel a été caractérisé par une augmentation des apports de café parche et de la production industrielle, tandis que la production de thé en feuilles vertes a diminué.

S'agissant des prix à la consommation, l'inflation a augmenté au mois de mars 2021 par rapport à la même période de 2020.

Le déficit de la balance commerciale s'est détérioré à fin mars 2021 par rapport à la même période de l'année précédente. Le Franc Burundi s'est déprécié par rapport au Dollar américain.

Le déficit global des finances publiques (hors dons) s'est amélioré à fin mars 2021 par rapport à la même période de 2020.

Concernant le secteur monétaire, la base monétaire et la masse monétaire ont augmenté. Le bilan agrégé du secteur bancaire s'est accru. Les dépôts et les crédits à l'économie ont augmenté. S'agissant de la stabilité financière, le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé, solvable et rentable.

II. PRODUCTION

En glissement annuel, le cumul des apports de café parche et l'indice de la production industrielle ont augmenté au

mois de mars 2021, tandis que la production de thé en feuilles vertes a diminué.

II.1. Indice de la production industrielle

En glissement annuel, l'indice de la production industrielle s'est accru de 9,9% au mois de mars 2021, se fixant à 137,9 contre 125,5, en rapport avec l'augmentation de la production de boissons de la BRARUDI (8,8%), de peinture (8,2%) et de savons (60,5%).

De même, par rapport au mois précédent, cet indice a augmenté de 11,0%, principalement en liaison avec l'accroissement de la production de boissons de la BRARUDI (6,0%) et de cigarettes (24,6%).

II.2. Café

Les apports cumulés du café parche de la campagne 2020/2021 ont augmenté de 73,3% à fin mars 2021, se fixant à 18.867,8 contre 10.885,4 tonnes à la même période de la campagne précédente, en rapport avec la cyclicité du caféier.

II.3. Thé

La production de thé en feuilles vertes a diminué de 2,9% au mois de mars 2021, se fixant à 5.850,8 contre 6.024,7 tonnes au même mois de l'année précédente. De même, la production cumulée s'est repliée de 3,2% à fin mars 2021, s'établissant à 16.784,6 contre 17.338,6 tonnes à la même période de 2020, suite à la mauvaise pluviosité qui a prévalu pendant cette période.

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

En glissement annuel, l'inflation globale a augmenté de 7,8% au mois de mars 2021 contre 7,1% à la même période de l'année précédente. Cette hausse a porté sur l'inflation alimentaire malgré la décélération (10,9 contre 12,0%) et sur l'inflation non alimentaire (4,5 contre 2,4%).

Taux d'inflation (en %) (IPC: base 2016/2017 =100)

	mars-20		mars-21	
	IPC	Inflation	IPC	Inflation
Inflation globale	117,2	7,1	126,4	7,8
1. Alimentation	115,3	12,0	127,9	10,9
- Pains et céréales	118,9	16,1	117,1	-1,5
- Viande	137,2	17,5	152,0	10,8
- Poissons et Fruits de mer	147,0	8,1	151,9	3,3
- Lait,fromage et œuf	118,0	5,4	120,4	2,0
- Huiles et graisses	118,7	4,8	128,4	8,2
- Fruits	113,6	3,6	148,2	30,5
- Légumes	106,9	12,4	127,4	19,2
- Sucre, confitures,miel,chocolat et confiserie	115,9	6,9	109,1	-5,9
- Produits alimentaires n.c.a	119,8	8,6	128,7	7,4
2. Hors alimentation	119,3	2,4	124,7	4,5
- Boissons alcoolisées et Tabac	115,7	2,2	117,3	1,4
- Articles d'habillement et articles chaussants	122,3	2,9	133,1	8,8
- Logement,eau,électricité,gaz et autres combustibles	126,6	3,9	138,8	9,6
- Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	121,1	3,0	124,7	3,0
- Santé	118,2	1,9	123,0	4,1
- Transport	116,4	-1,9	120,2	3,3
- Communications	101,4	-0,5	102,3	0,9
- Loisirs et culture	127,6	9,4	132,8	4,1
- Enseignement	141,8	1,9	142,2	0,3
- Restaurants et hotels	115,3	3,5	117,3	1,7
- Biens et services divers	119,8	2,4	126,5	5,6
Energie, carburant et combustibles	142,2	3,7	160,2	12,7
3.Inflation Sous-jacente	118,1	5,4	121,9	3,2

Source: BRB à partir des données de l'ISTEEBU.

La décélération de l'inflation alimentaire est essentiellement expliquée par une baisse des prix des sous-rubriques « Pains et céréales » (-1,5 contre +16,1%), « Sucre, confitures, miel, chocolats et confiserie » (-5,9 contre +6,9%) combinée avec le ralentissement de l'augmentation des prix des sous-rubriques « Viande » (+10,8 contre +17,5%), « Poissons et fruits

de mer » (+3,3 contre +8,1%) et « Lait, fromage et œuf » (+2,0 contre +5,4%).

La hausse de l'inflation non alimentaire a principalement concerné celle des sous-rubriques « Articles d'habillement et articles chaussants » (8,8 contre 2,9%), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (9,6 contre 3,9%), « Santé » (4,1 contre 1,9%) et « Transport » (3,3 contre -1,9%).

En glissement annuel, l'indice des prix combinant les prix de l'énergie, du carburant et d'autres combustibles a augmenté de 12,7% au mois de mars 2021 contre 3,7% à la même période de l'année précédente.

L'inflation globale excluant les prix des produits alimentaires et l'énergie, qui est l'approximation de l'inflation sous-jacente, a ralenti au mois de mars 2021 comparée à la même période de l'année précédente (3,2 contre 5,4%).

IV. COMMERCE EXTERIEUR

Le déficit de la balance commerciale s'est détérioré à fin mars 2021, s'établissant à 394.959,4 contre 381.957,8 MBIF à la même période de 2020, en liaison avec l'augmentation plus importante des importations (461.175,1 contre 433.016,8 MBIF) par rapport à celle des exportations (66.215,7 contre 51.059,0 MBIF).

IV.1. Exportations

Les exportations se sont accrues de 29,7% en valeur et ont presque doublé en volume (90,8%), à fin mars 2021 par rapport à la même période de l'année précédente.

En valeur, cette augmentation n'a concerné que les exportations des produits primaires (43.971,0 contre 28.262,9 MBIF), principalement les exportations du café (+10.548,7 MBIF) et des minerais de niobium (+6.429,1 MBIF). En revanche, les exportations des produits manufacturés ont légèrement diminué, passant de 22.796,2 à 22.244,7 MBIF.

En volume, cette augmentation a porté sur les exportations des produits manufacturés (34.554 contre 13.632 tonnes), en l'occurrence celui des exportations de bières; le volume des exportations des produits primaires s'étant presque stabilisé (9.567 contre 9.497 tonnes).

IV.2. Importations

Par rapport à la même période de 2020, les importations cumulées ont augmenté en valeur (+6,5%) et en volume (+16,4%) à fin mars 2021.

En valeur, l'augmentation a concerné les importations de biens de consommation (170.840,2 contre 145.094,3 MBIF) et de biens d'équipement (88.072,0 contre 76.683,3 MBIF). En revanche, les importations de biens de production ont baissé (202.262,9 contre 211.239,2 MBIF).

La hausse des importations de biens de consommation est principalement imputable aux produits pharmaceutiques (+19.174,6 MBIF) et aux produits alimentaires (+13.322,0 MBIF) qui ont l'emporté sur la baisse des importations de véhicules (-9.250,3 MBIF).

L'augmentation des importations de biens d'équipement a, principalement, porté sur les pièces et outillages (+8.825,2 MBIF) et

les chaudières et engins mécaniques (+2.434,0 MBIF).

En revanche, la diminution des importations des biens de production est principalement liée à celles des huiles minérales (-16.480,2 MBIF) qui a été plus importante que la hausse des importations de certains biens, en particulier ceux de la métallurgie (+8.562,7 MBIF).

De même, en volume, l'accroissement des importations a porté sur les biens de consommation (111.459 contre 55.985 tonnes) et les biens d'équipement (16.311 contre 11.991 tonnes). En revanche, le volume des importations de biens de production a baissé (222.958 contre 233.307 tonnes).

V. TAUX DE CHANGE

Comparé à la même période de 2020, le BIF s'est déprécié de 3,28% par rapport au Dollar américain au mois de mars 2021 ; le taux de change mensuel moyen s'est établi à 1.958,31 BIF contre 1.896,06 BIF pour une unité de Dollar américain.

A fin de période, le BIF s'est déprécié de 3,26% par rapport au Dollar américain, le taux de change passant de 1.898,85 à 1.960,81 BIF pour une unité de Dollar américain de fin mars 2020 à fin mars 2021.

VI. FINANCES PUBLIQUES

Le déficit global des finances publiques (hors dons) à fin mars 2021 s'est amélioré par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 72.732,7 contre 83.048,4 MBIF, suite à l'augmentation plus importante des recettes que celle des dépenses.

VI.1. Recettes

Les recettes du mois de mars 2021 ont progressé de 10,0% par rapport au même mois de 2020, s'établissant à 114.849,5 contre 104.361,8 MBIF. Cette amélioration a concerné aussi bien les recettes fiscales (+8.368,2 MBIF) que non fiscales (+2.119,5 MBIF).

De même, les recettes cumulées se sont accrues de 9,6% à fin mars 2021, passant de 259.401,3 à 284.274,9 MBIF à la même période de l'année précédente, en rapport avec l'augmentation des recettes fiscales (+18.971,1 MBIF) et non fiscales (+5.902,5 MBIF).

VI.2. Dépenses

Les dépenses engagées au mois de mars 2021 ont augmenté de 13,4 % par rapport au même mois de 2020, s'établissant à 135.731,7 contre 119.668,2 MBIF. De même, les dépenses cumulées ont progressé de 4,3 % à fin mars 2021, se fixant à 357.007,6 contre 342.449,7 MBIF à la même période de 2020.

Les dépenses de personnel cumulées se sont accrues de 2,7 % à fin mars 2021, s'établissant à 120.355,6 contre 117.166,4 MBIF à la même période de 2020.

VI.3. Dette publique

La dette publique s'est accrue de 14,9% à fin mars 2021, se fixant à 3.916,0 contre 3.409,2 Mds de BIF à la même période de l'année précédente, en rapport avec l'accroissement, à la fois, de la dette intérieure (+17,8%) et de la dette extérieure (+7,5%).

Par rapport au mois précédent, le stock de la dette publique a diminué de 1,2%, en

liaison avec la diminution de la dette intérieure (-1,5%) et de la dette extérieure (-0,1%).

VI.3.1. Dette intérieure

En glissement annuel, la dette intérieure s'est accrue de 434.691,0 MBIF à fin mars 2021, passant de 2.444,2 à 2.878,9 Mds de BIF, en liaison essentiellement avec l'augmentation de l'endettement de l'Etat sous forme de titres du Trésor détenus par les banques commerciales (+267.092,7 MBIF) et d'avances de la Banque Centrale à l'Etat (+125.394,4 MBIF).

Par rapport au mois précédent, la dette intérieure a diminué de 44.730,7 MBIF, en rapport particulièrement avec la baisse de l'endettement de l'Etat envers le secteur bancaire (-35.670,7 MBIF).

VI.3.2. Dette extérieure

En glissement annuel, la dette extérieure s'est accrue de 72.057,0 MBIF à fin mars 2021, passant de 965,1 à 1.037,1 Mds de BIF. Cette augmentation est liée aux tirages (35.329,1 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (59.083,1 MBIF) qui ont dépassé l'amortissement de la dette en principal (22.355,4 MBIF).

Par rapport au mois précédent, la dette extérieure a baissé de 0,1% à fin mars 2021, s'établissant à 1.037,1 contre 1.038,6 Mds de BIF, en rapport avec les moins-values de réévaluation (2.008,5 MBIF) et l'amortissement de la dette en principal (5.101,9 MBIF) qui ont dépassé les nouveaux tirages (1.102,0 MBIF).

Exprimée en Dollar américain, la dette extérieure a augmenté de 20,6 MUSD à fin mars 2021, en glissement annuel, se fixant à 529,6 MUSD contre 509,0 MUSD.

VII. BASE MONÉTAIRE, MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES

En glissement annuel, la base monétaire et la masse monétaire ont augmenté à fin mars 2021.

VII.1. Base monétaire

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 8,0% à fin mars 2021, contre 6,1% à la même période de 2020, s'établissant à 695.388,5 contre 643.970,4 MBIF. Cette accélération du rythme de croissance a porté sur les billets et pièces en circulation (+23,0 contre +17,3%), les dépôts des banques commerciales à la Banque Centrale ayant baissé (-22,5 contre -14,4%), comme à la même période de 2020.

VII.2. Masse monétaire

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) s'est accrue à un rythme plus accéléré à fin mars 2021 qu'à la même période de 2020 (+27,6% contre +17,3%), s'établissant à 2.820,5 contre 2.210,9 Mds de BIF. Cette accélération du taux de croissance a concerné, à la fois, sur l'agrégat monétaire M2 (+28,5 contre +18,8%) et les dépôts en devises des résidents (+17,5 contre +2,9%).

La croissance de la masse monétaire M2 a porté sur les dépôts à vue (+33,1 contre +7,5%) et la circulation fiduciaire hors banques (+22,7 contre +20,0%), alors que la progression des dépôts à terme et d'épargne a ralenti (+24,0 contre +44,1%).

L'accélération du rythme de croissance des dépôts à vue en BIF a concerné les dépôts des ménages (+36,8 contre +26,5%) et des autres sociétés non financières (+25,3 contre +2,5%). Les placements des sociétés non financières publiques (+103,3 contre -54,2%) et ceux classés dans les autres comptes ont augmenté alors qu'ils avaient légèrement baissé à la même période de 2020 (+32,1 contre -0,1).

Le ralentissement du taux de croissance des dépôts à terme et d'épargne en BIF a concerné les placements des autres sociétés non financières (+37,6 contre +77,8%), des ménages (+16,8 contre +34,1%) et ceux classés dans les autres comptes (+5,0 contre +21,8%). Par contre, les placements à terme et d'épargne des sociétés non financières publiques ont baissé, alors qu'ils avaient augmenté à la même période de 2020 (-53,1 contre +37,2%).

La hausse des dépôts en devises des résidents a porté sur ceux des ménages (+22,7 contre +6,9%), des autres sociétés non financières (+16,5 contre +1,0%) et ceux classés dans les autres comptes (+7,5 contre +8,1%). En revanche, les avoirs en devises des sociétés non financières publiques ont baissé alors qu'ils avaient progressé (-44,5 contre +11,3%).

VII.3. Contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, le crédit intérieur (3.637,0 contre 2.906,5 Mds de BIF) s'est accru de 25,1% à fin mars 2021, contre 18,3% à la même période de 2020, en rapport avec la hausse, à la fois, des créances nettes sur l'Etat (+23,6 contre

+17,9%) et des créances sur l'économie (+27,2 contre +18,9%).

L'accroissement des créances nettes sur l'Etat a porté sur celles des banques commerciales (+22,8 contre +39,4%) et de la Banque Centrale (+28,4 contre -30,6%).

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 20,1% à fin mars 2021, contre une diminution de 24,2% à fin mars 2020. Cet accroissement a résulté de l'augmentation des avoirs extérieurs bruts (+25,3 contre +26,8%) qui a largement dépassé celle des engagements extérieurs (+4,5 contre +25,6%).

Par contre, les réserves officielles de changes ont légèrement diminué de 0,5% à fin mars 2021, contre une augmentation de 7,4% à fin mars 2020. Ces réserves couvraient 0,9 mois d'importations de biens et services à fin mars 2021, comme à la même période de 2020.

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE

Le bilan agrégé du secteur bancaire s'est amélioré au mois de mars 2021. A l'actif, cette augmentation du bilan a concerné les placements en titres du Trésor et des crédits à l'économie. Au passif, elle a principalement porté sur les dépôts de la clientèle. La qualité du portefeuille crédits s'est légèrement améliorée et le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé.

VIII. 1. Emplois

L'actif du secteur bancaire s'est accru de 20,3% en glissement annuel, se fixant à 4.061,0 Mds de BIF au mois de mars 2021 contre 3.376,7 Mds de BIF au mois de mars 2020. Cette augmentation a été essentiellement tirée par la hausse des engagements de l'Etat vis-à-vis des établissements de crédit sous forme de

titres du Trésor (19,0%) et du crédit au secteur privé (24,4%).

La part des titres du Trésor dans l'actif total du secteur bancaire est demeurée prépondérante par rapport à d'autres actifs. Elle s'est établie à 39,1% à fin mars 2021 contre 41,4% à fin mars 2020. Le portefeuille crédits à l'économie s'est fixé à 35,3% de l'actif du secteur contre 34,2% à la même période de l'année précédente.

VIII. 2. Ressources

Les dépôts de la clientèle se sont accrus de 31,1% en glissement annuel, s'établissant à 2.476,4 Mds de BIF à fin mars 2021 contre 1.888,9 Mds de BIF. Les refinancements de la BRB envers les établissements de crédit ont baissé de 30,0%, se fixant à 293,8 MBIF à fin mars 2021 contre 420,0 MBIF à fin mars 2020.

IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté au mois de mars 2021 par rapport au mois correspondant de 2020. Néanmoins, les ratios de solvabilité et de rentabilité ont légèrement baissé.

IX. 1. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 29,4% en glissement annuel, atteignant 522.106.0 MBIF à fin mars 2021 contre 403.391,2 MBIF. Les ratios de solvabilité¹ de base et globale ont légèrement reculé à fin mars 2021, s'établissant respectivement à 26,5 et 28,3%, contre 27,5 et 29,6% à fin mars 2020. Par contre, le ratio de levier² a augmenté, de 11,1% à 12,0%.

¹ La limite réglementaire minimale est de 12,5% pour le ratio de solvabilité de base et de 14,5% pour le ratio de solvabilité globale).

² La limite réglementaire minimale est de 5% pour le ratio de levier.

IX. 2. Qualité du portefeuille crédits

La qualité du portefeuille crédits s'est légèrement améliorée. Le taux de détérioration global est passé de 6,6% au mois de mars 2020 à 4,8% au mois de mars 2021.

Ce taux a diminué dans les branches de l'agriculture (18,1 contre 23,5%), de l'industrie (0,6 contre 0,9%), du commerce (4,1 contre 5,2%), de la construction (4,3 contre 6,9%) et du tourisme (12,6 contre 38,2%).

En revanche, le portefeuille crédits s'est davantage détérioré dans la branche de l'équipement (5,3% contre 4,8% en 2020).

Les créances non performantes ont baissé de 10,5% à fin mars 2021, s'établissant à 68.352,4 contre 76.350,5 MBIF au mois correspondant de 2020, en liaison avec la radiation des créances compromises qui dataient de 24 mois et plus dans les bilans des Etablissements de crédit.

IX.3. Concentration du portefeuille crédits

L'exposition du secteur bancaire vis-à-vis des grands risques³ a baissé de 25,9% au mois de mars 2021. Le volume de crédit accordé aux grands risques s'est fixé à 270.470,5 MBIF contre 364.882,0 MBIF au mois correspondant de 2020. La part du crédit accordé à cette catégorie dans le total crédit s'est établie à 18,8% au mois de mars 2021 contre 31,6% à la même période de 2020.

L'exposition du secteur vis-à-vis du commerce demeure très importante. L'encours crédit au commerce s'élève à 464.600,0 MBIF au mois de mars 2021 contre 357.018,3 MBIF au mois de mars 2020. La part crédit octroyé au commerce par rapport au portefeuille crédit global

³ La circulaire n°06/2018 relative à la division des risques de crédit des établissements de crédit, un grand risque est un prêt dont le montant est supérieur à 10% des Fonds Propres de base.

s'est fixée à 31,5% au mois de mars 2020 contre 31,0% au mois correspondant de 2020.

IX. 4. Rentabilité

En glissement annuel, le Produit Net Bancaire (PNB) s'est accru de 6,5% à fin mars 2021, se fixant à 73.362,5 contre 68.866,1 MBIF.

Le Résultat Net s'est accru de 8,5%, se fixant à 35.880,5 contre 33.072,0 MBIF. Néanmoins, les rendements des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont légèrement baissé, passant respectivement de 0,98% et 8,20% à fin mars 2020 à 0,88% et 6,87 à fin mars 2021.

IX. 5. Liquidité

Le ratio de liquidité de court terme (LCR)⁴ en BIF a reculé à fin mars 2021, se fixant à 200,9 contre 232,0% à fin mars 2020. De même, le ratio de liquidité de court terme en devises s'est replié, s'établissant à 127,3% contre 171,1%.

Le montant des gros dépôts⁵ a augmenté de 29,6% à fin mars 2021, se fixant à 1.119,1 Mds de BIF contre 863,7 Mds de BIF à fin mars 2020. Néanmoins, la part des gros dépôts dans le total dépôts du secteur bancaire a légèrement baissé, s'établissant à 45,2% à fin mars 2021 contre 45,7% à fin mars 2020.

⁴ La circulaire n°04/2018 relative au ratio de liquidité à court terme des banques définit le LCR comme étant le ratio entre l'encours des actifs liquides de haute qualité (c'est-à-dire des actifs qui peuvent être facilement et immédiatement convertibles en liquidité sans ou avec une faible perte de leur valeur en période de forte tension de liquidité) et le total des sorties nettes de trésorerie dans les 30 jours calendaires suivants.

⁵ Les gros dépôts se définissent comme étant la somme des dépôts des 10 premiers déposants dans chaque établissement de crédit.

ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	Janv-2020	Fév-2020	mars-2020	Janv-2021	Fév-2021	mars-2021
I. PRODUCTION ET PRIX						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	127,7	112,9	125,5	124,9	124,2	137,9
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T par campagne) (1)	10 365,6	10 634,3	10 885,4	18 580,1	18 867,8	18 867,8
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	5 803,2	11 313,9	17 338,6	5 581,8	10 933,8	16 784,6
4. Indice des prix à la consommation (base 2016/2017 = 100)	115,6	116,8	117,2	112,9	123,9	126,4
5. Taux d'inflation(en p.c)	5,1	7,7	7,1	6,5	6,1	7,8
II. FINANCES PUBLIQUES						
1. Recettes du budget consolidé (cumul en MBIF)	84 602,4	155 039,5	259 401,3	91 493,1	169 425,4	284 274,9
1.1. Recettes fiscales (cumul)	79 395,8	145 032,1	241 950,4	82 899,2	155 634,9	260 921,5
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	5 206,7	10 007,4	17 450,9	8 593,9	13 790,5	23 353,4
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	-	-	-	-	-	-
2. Dépenses cumulées	114 845,0	222 781,5	342 449,7	110 080,6	222 250,7	357 007,6
2.1. Dépenses de personnel (cumul en MBIF)	39 285,9	78 362,9	117 166,4	39 624,4	80 432,7	120 355,6
3. Dette publique (en MBIF)	3 396 743,7	3 374 392,4	3 409 232,3	3 905 879,8	3 962 227,0	3 915 980,4
3.1. Encours dette intérieure	2 438 201,1	2 414 795,0	2 444 178,3	2 864 677,0	2 923 600,0	2 878 869,3
dont bons et obligations du Trésor	1 570 926,4	1 549 530,0	1 583 438,6	1 832 856,8	1 864 718,4	1 853 171,3
avance ordinaire BRB	-	-	-	-	-	-
3.2. Encours dette extérieure	958 542,6	959 597,4	965 054,0	1 041 202,8	1 038 627,0	1 037 111,1
3.3. Encours dette extérieure (en dollar américain)	508,6	507,6	509,0	534,3	531,8	529,6
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	1 279,5	2 393,9	4 073,7	-	6 484,8	4 702,7
dont amortissements	1 100,7	1 844,4	1 630,1	-	5 101,9	2 922,9
3.4. Tirages sur prêts extérieurs	8 002,7	4 701,6	2 865,6	-	1 102,0	3 415,5
III. MONNAIE						
1. Base monétaire (en MBIF)	665 322,4	716 624,1	643 970,4	740 154,6	702 599,2	695 388,5
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	2 196 577,3	2 231 209,4	2 210 871,3	2 758 774,2	2 800 204,1	2 820 488,8
2.1. Masse monétaire M2 (en MBIF)	2 005 880,7	2 038 589,2	2 020 186,2	2 537 353,8	2 576 405,2	2 596 470,1
3. Crédit intérieur (en MBIF)	2 935 339,2	2 919 317,2	2 906 544,4	3 515 335,1	3 540 210,7	3 637 046,6
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	1 701 263,1	1 699 115,6	1 661 258,7	2 043 380,6	2 045 962,9	2 053 088,8
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	-315 268,8	-244 581,0	-284 837,5	-219 272,6	-189 346,8	-227 717,3
6. Opérations sur les Appels d'Offres						
6.1. Apport de liquidité(MBIF)	448 150,0	423 082,3	420 000,0	263 340,0	271 300,0	200 000,0
6.2. Reprise de liquidité						
7. Taux d'intérêt moyens pondérés (en %)						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	2,68	2,88	3,00	3,81	3,78	3,78
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	2,73	2,79	2,98	4,75	4,71	4,68
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	3,13	3,11	3,16	4,64	4,69	4,75
7.4. Reprise de liquidité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7.5. Apport de liquidité	3,21	2,54	2,58	2,87	2,40	2,23
7.6. Facilité de prêt marginal	6,00	6,00	6,00	6,77	6,59	6,79
7.7. Marché interbancaire	3,99	4,78	3,97	5,13	5,17	4,85
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	5,27	5,15	5,28	5,60	5,70	5,71
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	15,07	15,13	15,22	15,31	15,41	15,32
IV. COMMERCE EXTERIEUR						
1. Exportations (cumul en MBIF, fob DSL & fot Buja)	17 970,5	34 102,1	51 059,0	16 208,4	32 416,8	66 215,7
dont Café Arabica	5 585,4	7 069,7	8 312,5	6 049,5	12 099,2	18 861,2
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	9 346,0	16 165,0	23 128,6	7 735,0	15 471,0	44 120,3
1.2. Prix moyen des contrats de vente de café Arabica fob DSL - US cts/lb	98,3	52,5	81,5	114,0	89,6	101,7
- BIF/Kg	4063,1	2185,5	3 354,8	4799,1	4192,8	4 353,5
1.3. Encaissements café (cumul en MBIF)	5 872,5	10 206,2	13 158,2	7 151,4	12 847,9	19 543,6
2. Importations (cumul en MBIF)	147 660,9	287 510,9	433 016,8	149 504,7	285 950,1	461 175,1
dont produits pétroliers	24 273,8	51 830,5	83 187,1	22 814,7	42 166,9	66 706,9
2.1. Volume des importations (cumul en T)	104 737,0	199 661,0	301 282,4	97 478,0	238 131,0	350 728,0
V. TAUX DE CHANGE						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF						
3.1.1. Nominal	92,71	93,76	92,55	85,18	85,42	nd
3.1.2. Réel	95,19	97,23	96,22	91,55	92,20	nd
3.2. Taux de change						
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 887,65	1 892,80	1 898,85	1 950,85	1 955,38	1 960,81
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	1 884,78	1 890,43	1 896,06	1 948,72	1 853,04	1 958,31
(1): la campagne café commence au mois de mai et se termine au mois d'avril de l'année suivante						
(p) : Provisoire						
nd : Non disponible						
- : Données inexistantes.						

Source : BRB

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en MBIF)

	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	31/03/2020	31/03/2021	Variation en %	31/03/2020	31/03/2021	Variation en %	31/03/2020	31/03/2021	Variation en %
I. EMPLOIS	3 160 828,8	3 779 015,0	19,6	215 885,4	281 995,4	30,6	3 376 714,2	4 061 010,4	20,3
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	2 724 692,9	3 238 955,5	18,9	180 757,1	240 251,8	32,9	2 905 450,0	3 479 207,3	19,7
A. Actifs Liquides	1 727 475,9	2 021 881,3	17,0	24 653,7	22 146,5	- 10,2	1 752 129,6	2 044 027,8	16,7
Caisse	62 915,0	76 128,6	21,0	18,5	24,1	30,2	62 933,5	76 152,7	21,0
B.R.B.	184 172,7	153 305,2	- 16,8	4 796,6	3 351,6	- 30,1	188 969,3	156 656,8	- 17,1
Avoirs auprès des banques et assimilés	98 699,5	143 666,2	45,6	2 456,4	2 408,6	- 1,9	101 155,9	146 074,8	44,4
Prêts à l'Etat	1 381 688,7	1 648 781,3	19,3	17 382,2	16 362,2	- 5,9	1 399 070,9	1 665 143,5	19,0
<i>Bons, Obligations du Trésor</i>	1 321 847,2	1 569 944,7	18,8	17 382,2	16 362,2	- 5,9	1 339 229,4	1 586 306,9	18,4
<i>Autres Titres</i>	59 841,5	78 836,6	31,7	-	-	-	59 841,5	78 836,6	31,7
B. Crédits	997 217,0	1 217 074,3	22,0	156 103,4	218 105,2	39,7	1 153 320,4	1 435 179,5	24,4
Court terme	520 104,5	657 316,5	26,4	2 944,2	3 312,6	12,5	523 048,7	660 629,2	26,3
Moyen terme	305 382,3	397 441,9	30,1	40 827,1	38 930,2	- 4,6	346 209,4	436 372,1	26,0
Long terme	171 730,2	162 315,8	- 5,5	112 332,1	175 862,4	56,6	284 062,3	338 178,2	19,1
Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2. Actif Immobilisé	154 403,1	186 473,4	20,8	8 052,7	9 763,6	21,2	162 455,8	196 237,0	20,8
I.3. Autres emplois	281 732,8	353 586,0	25,5	27 075,6	31 980,1	18,1	308 808,4	385 566,1	24,9
II. RESSOURCES	3 160 828,8	3 779 015,0	19,6	215 885,4	281 995,4	30,6	3 376 714,2	4 061 010,4	20,3
II.1. Principales ressources	2 798 526,3	3 292 165,0	17,6	159 890,2	221 102,6	38,3	2 958 416,5	3 513 267,6	18,8
Clientèle	1 775 480,3	2 314 632,9	30,4	113 470,2	161 800,8	42,6	1 888 950,5	2 476 433,8	31,1
<i>dont 10 grands dépôts des banques</i>	846 142,7	1 086 161,0	28,4	17 554,7	32 940,2	-	863 697,4	1 119 101,2	29,6
Refinancement auprès B.R.B.	420 000,1	286 862,4	- 31,7	-	6 928,3	-	420 000,1	293 790,7	- 30,0
Dettes envers banques et assimilés	284 008,1	278 073,9	- 2,1	6 827,1	6 549,5	- 4,1	290 835,2	284 623,4	- 2,1
II.2. Capital et réserves	319 037,8	412 595,8	29,3	39 592,9	45 824,0	15,7	358 630,7	458 419,7	27,8
II.3. Autres ressources	362 302,5	486 850,0	34,4	55 995,2	60 892,8	8,7	418 297,7	547 742,8	30,9
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
Adéquation des fonds propres									
Fonds propres de base nets (en MBIF)	338 432,6	445 226,5	31,6	36 837,5	43 215,3	17,3	375 270,1	488 441,8	30,2
Fonds propres (en MBIF)	358 583,9	470 485,3	31,2	44 807,3	51 620,7	15,2	403 391,2	522 106,0	29,4
Risques pondérés	1 208 366,0	1 621 958,3	34,2	155 031,8	219 928,7	41,9	1 363 397,8	1 841 886,9	35,1
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	28,0	27,4	-	23,8	19,6	-	27,5	26,5	-
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	29,7	29,0	-	28,9	23,5	-	29,6	28,3	-
Ratio de levier (norme 5%)	10,7	11,8	-	17,1	15,3	-	11,1	12,0	-
Concentration des crédits									
Grands risques	361 068,9	263 682,8	- 27,0	3 813,1	6 787,7	78,0	364 882,0	270 470,5	- 25,9
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	36,2	21,7	-	2,4	3,1	-	31,6	18,8	-
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	31,5	32,2	-	72,3	77,3	-	34,2	35,3	-
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts	43,7	43,6	-	8,1	5,8	-	41,4	41,0	-
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base	408,3	370,3	-	47,2	37,9	-	372,8	340,9	-
Qualité du portefeuille crédits									
Impayés	124 040,3	126 407,9	1,9	26 462,6	46 181,9	74,5	150 502,9	172 589,8	14,7
Créances à surveiller	57 977,1	67 574,0	16,6	16 175,3	36 663,3	126,7	74 152,4	104 237,3	40,6
Créances Non performantes	66 063,2	58 833,9	- 10,9	10 287,3	9 518,6	- 7,5	76 350,5	68 352,4	- 10,5
<i>Créances pré douteuses</i>	6 089,4	6 455,5	6,0	4 604,1	4 640,7	0,8	10 693,5	11 096,2	3,8
<i>Créances douteuses</i>	13 439,5	12 534,0	- 6,7	2 792,7	2 795,7	0,1	16 232,2	15 329,7	- 5,6
<i>Créances compromises</i>	46 534,3	39 844,4	- 14,4	2 890,5	2 082,1	- 28,0	49 424,8	41 926,5	- 15,2
Dépréciations	46 931,4	39 831,4	- 15,1	4 277,3	2 895,1	- 32,3	51 208,7	42 726,4	- 16,6
Taux des prêts non performants	6,6	4,8	-	6,6	4,4	-	6,6	4,8	-
Taux d'impayés	12,4	10,4	-	17,0	21,2	-	13,0	12,0	-
Taux de provisionnement	71,0	67,7	-	41,6	30,4	-	67,1	62,5	-
Liquidité									
Coefficient de liquidité en BIF	232,0	200,9	-	-	-	-	232,0	200,9	-
Coefficient de liquidité en devises	171,1	127,3	-	-	-	-	171,1	127,3	-
Total crédits/total dépôts	56,2	52,6	-	137,6	134,8	-	61,1	58,0	-
Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	102,1	109,3	-	263,7	196,2	-	102,1	106,7	-
Dix gros dépôts/Total dépôts	47,7	46,9	-	15,5	20,4	-	45,7	45,2	-
Rentabilité et performance									
Résultat avant impôt	33 442,1	34 650,2	3,6	1 498,6	2 841,1	89,6	34 940,7	37 491,3	7,3
Résultat net de l'exercice	31 812,4	33 252,6	4,5	1 259,6	2 627,8	108,6	33 072,0	35 880,5	8,5
Produit Net Bancaire	64 639,8	67 907,2	5,1	4 226,3	5 455,3	29,1	68 866,1	73 362,5	6,5
ROA	1,0	0,9	-	0,6	0,9	-	0,98	0,88	-
ROE	8,9	7,1	-	2,8	5,1	-	8,20	6,87	-

Source : BRB

ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2016	2017	2018	2019	2020 (p)
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX					
Croissance réelle du PIB (en %)	3,2	3,8	4,2	4,1	-0,3
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	5,6	16,1	-2,6	-0,8	7,5
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollar)	117,7	172,3	180,0	179,7	162,2
Importations, CAF (en millions de dollar)	615,2	756,0	793,5	887,7	909,6
Volume des exportations (en tonnes)	84 614,0	93 125,0	103 218,0	102 721,0	105 858,0
Volume des importations (en tonnes)	708 203,0	822 514,0	976 694	1 143 866,0	1 175 731,0
Solde du compte courant (en millions de dollar)	-326,8	-370,9	-345,9	-348,4	-315,8
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 657,4	1 732,2	1 784,8	1 848,6	1 915,1
Taux de change BIF/USD (à fin de période)	1 688,6	1 766,7	1 808,3	1 881,6	1 946,4
Réserves de change brutes (en millions de USD, à fin de période)	95,4	102,2	70,3	113,4	109,7
Réserves de change brutes (en mois d'import. de biens et services)	1,5	1,7	1,0	1,5	1,1
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	-176 523,1	-154 400,0	-203 201,0	-206 340,3	-231 851,9
Crédit intérieur (en Mds de BIF)	1 767,1	2 005,0	2 369,5	2 830,0	3 503,3
Créances nettes sur l'Etat (en Mds de BIF)	905,9	1 112,2	1 337,5	1 621,5	2 054,4
Créances sur l'économie(en Mds de BIF)	861,3	892,9	1 038,6	1 208,6	1 447,9
Masse monétaire (M3 en Mds de BIF)	1 187,1	1 499,5	1 797,5	2 205,3	2 728,3
Masse monétaire (M2 en Mds de BIF)	1 093,1	1 340,9	1 326,0	2 017,2	2 521,0
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,4	4,3	4,4	3,1	2,6
Base monétaire (Taux de croissance)	29,2	39,0	-3,3	23,6	11,6
Taux d' intérêt d'apport de liquidité (en %)	3,10	2,79	2,90	2,65	2,86
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en %)	8,60	7,13	5,80	5,43	6,22
Taux d'intérêt moyens créditeurs (en %)	7,70	5,96	5,60	5,25	5,45
Taux sur les Obligations du Trésor à 5 ans et plus	-	14,03	13,23	12,45	12,46
Taux d'intérêt moyens débiteurs (en %)	16,50	16,16	15,90	15,65	15,24
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes et dons (en % du PIB)	15,6	15,8	18,0	19,9	20,0
Dépenses (en % du PIB)	21,5	20,1	22,6	24,2	26,2
Solde primaire (en % du PIB, base droits constatés)	-2,3	-1,4	-0,9	1,4	-2,9
Solde budgétaire global (en % du PIB , base droits constatés)					
- dons exclus	-8,4	-6,9	-8,2	-8,4	-9,7
- dons inclus	-5,9	-4,3	-4,5	-4,3	-6,2
Dettes intérieure (en Mds de BIF; encours de fin de période)	1 374,1	1 647,8	1 937,8	2 317,5	2 851,2
Dettes extérieure (en MUS\$D, encours de fin de période)	429,1	440,5	451,1	504,1	532,2
Ratio du service de la dette extérieure (en % des exportations des B+S)	4,2	5,1	3,2	5,0	5,4
Dettes extérieure (en % du PIB)	14,9	13,6	14,0	15,2	15,9
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	4 848,2	5 702,1	5 816,7	6 254,8	6 512,0

(p)= provisoire

Source : BRB